

Centres Africain de prévention et de contrôle
des maladies (Africa CDC)

ASSOUBLIR LE VERROUILLAGE

Considérations pour l'assouplissement des mesures
sociale et de sante publique (MSSP), y compris le
verrouillage dans les États membres de l'Union Africaine





MESSAGES CLÉ

- ✓ Les mesures sociales et de santé publique (*MSSP*) sont essentielles **pour ralentir la transmission du COVID-19**
- ✓ Des MSSP **durables peuvent être préjudiciables** aux services médicaux et de santé publique habituels, à la santé sociale et mentale et à l'économie
- ✓ Les restrictions doivent être assouplies **lentement** dans une approche progressive et **contrôlées en permanence**
- ✓ L'assouplissement des restrictions **peut entraîner** une transmission supplémentaire et de **nouveaux cas - les systèmes doivent être en place pour répondre efficacement à la charge accrue qui pèse sur le système de santé**
- ✓ Les stratégies d'assouplissement doivent être **adaptées au contexte local, protéger les groupes vulnérables et faire participer les communautés locales**
- ✓ COVID-19 sera probablement présent à long terme et **le changement de comportement social devra être soutenu**





CONTEXTE

En réponse aux premiers cas de coronavirus 2019 (COVID-19) signalés sur le continent, de nombreux États membres de l'Union Africaine (UA) ont mis en œuvre rapidement des mesures sociales et de santé publique (MSSP) à grande échelle. Ces mesures visaient à réduire la transmission et le nombre de nouveaux cas signalés, à protéger les populations les plus vulnérables et à donner aux pays le temps de renforcer les services de santé et de diagnostic essentiels. Si ces actions rapides ont fait gagner du temps aux États membres, les impacts socio-économiques négatifs se font largement sentir et les pays étudient actuellement la meilleure façon de réduire ces mesures tout en gérant l'épidémie.

Mesures sociales et de santé publique (MSSP)¹ comprennent :



Distances physiques individuelles : mesures de protection personnelle telles que l'utilisation de messages d'accueil sans contact, le maintien d'une distance d'au moins un mètre des autres, l'hygiène des mains et des voies respiratoires, l'utilisation de masques faciaux, l'isolement des cas et la mise en quarantaine des contacts.



Distanciation physique communautaire : s'applique à une communauté dans son ensemble et comprend les restrictions de mouvement, protection des personnes médicalement vulnérables, les ordres de rester à la maison, la fermeture des écoles et des entreprises, la mise en quarantaine de la zone géographique, la restriction des événements communautaires et des rassemblements de masse, et les restrictions de voyage nationaux et internationaux. Parfois appelés mesures de « couvre-feu », de « verrouillage » ou de « fermeture ».

¹ Afrique CDC Guidance on Community Physical Distancing during COVID-19 Pandemic: <https://africacdc.org/download/guidance-on-community-social-distancing-during-covid-19-outbreak/>



Les défis de la mise en œuvre des MSSP en Afrique

Des mesures de distanciation généralisées peuvent ne pas toujours être réalisables, en particulier dans des contextes tels que les établissements informels ou d'autres environnements urbains surpeuplés, et / ou peuvent causer plus de dommages que de bénéfices par d'effets indirects sur l'accès aux soins de santé et sur les moyens de subsistance.

Lorsque l'accès à l'infrastructure WASH est limité, le maintien d'une hygiène appropriée est susceptible d'être un défi plus important. Lorsque la composition des ménages est grande et multigénérationnelle, isoler les contacts malades ou en quarantaine risque d'exiger aux individus qu'ils adhèrent à des politiques qui ne sont pas localement réalisables. De même, lorsque les moyens de subsistance dépendent du secteur informel et n'impliquent donc pas l'accès à des mesures d'aide formelles fournies par les employeurs ou l'État, il sera probablement plus difficile d'adhérer au programme **MSSP**.

Le soutien public à des mesures de contrôle de grande envergure peut également être plus faible dans ces conditions, ce qui augmente les risques d'insécurité et de violence en réponse aux mesures. Ces préjudices sont susceptibles de toucher de manière disproportionnée les plus pauvres et les plus vulnérables, et donc d'exacerber les inégalités existantes.

Les stratégies combinant auto-isollement, distanciation physique modérée et protection permettront probablement de réduire considérablement la mortalité dans les États membres de l'UA. Les fermetures temporaires, lorsqu'elles sont acceptables d'un point de vue socioéconomique, peuvent aider à gagner un temps crucial pour la planification et l'expansion des capacités du système de santé².

² Stratégies de réponse aux épidémies de COVID-19 en Afrique: une étude de modélisation mathématique <https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.04.27.20081711v1.full.pdf> [pas encore évalué par les pairs]

Compte tenu de la durée probable de cette épidémie, il est important de prévoir des mesures d'assouplissement permettant de contrôler la trajectoire du virus.

Le présent document décrit les implications d'une MSSP soutenue, y compris les verrouillages, et vise à fournir un cadre pour assouplir ces mesures tout en garantissant que le nombre de cas de COVID-19 reste sous contrôle.

Il est destiné aux décideurs politiques et aux agences de santé publique des États membres de l'UA.



IMPACT DU MSSP DURABLE

Mise en œuvre rapide d'actions des MSSP à grande échelle telles que de nombreux États membres ont gagné du temps pour planifier et préparer les services de santé, ainsi qu'établir et / ou étendre la capacité de dépistages. Mais ces actions ont des conséquences plus larges. Trois des principaux domaines touchés par un verrouillage durable sont: 1) les secteurs médicaux et de la santé publique, 2) de la santé sociale et mentale, 3) et l'économie:

1. Secteurs médicaux et de la santé publique

La prestation de services médicaux et de santé publique de routine a été gravement interrompue dans de nombreux pays en raison de la COVID-19. Les raisons de ces perturbations sont multiples, mais comprennent la réticence de la population à demander des services en raison de la peur d'obtenir la COVID-19, des ordonnances de maintien à domicile obligatoires, des systèmes de santé surchargés par la prise en charge des patients COVID-19, de la peur des agents de santé et du détournement de ressources humaines et autres des services de routine pour faire face à la COVID-19. Les perturbations comprennent:

- Réduction de la fréquentation des établissements de santé pour des affections non liées à la COVID 19 ;

- Perturbation des services de santé publics tels que les vaccinations, augmentant le risque de grandes flambées de maladies évitables par la vaccination telles que la rougeole ;
- Accès réduit au diagnostic et au traitement des maladies chroniques (par exemple le diabète, l'hypertension artérielle et les maladies infectieuses telles que la tuberculose et le VIH);
- Interruption des programmes de prévention du paludisme, y compris la distribution de moustiquaires ;
- Réduction de l'accès aux soins prénatals et à l'accouchement dans les établissements de santé ;
- Perturbation des services de planification familiale.

Des études de modélisation suggèrent que l'interruption de ces services de santé publique essentiels est susceptible d'entraîner une mortalité globale plus élevée que celle directement imputable à l'infection par la COVID-19, comme ce fut le cas lors de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest³. Si l'impact négatif de ces perturbations peut être atténué en partie par des activités de rattrapage après la crise, cela n'est pas possible pour certains services tels que les soins prénatals.

2. Santé sociale et mentale

Des études de modélisation suggèrent que l'interruption de ces services de santé publique essentiels est susceptible d'entraîner une mortalité globale plus élevée que celle directement imputable à l'infection par la COVID-19, comme ce fut le cas lors de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Si l'impact négatif de ces perturbations peut être atténué en partie par des activités de rattrapage après la crise, cela n'est pas possible pour certains services tels que les soins prénatals.

³ Robertson, et al. Early estimates of the indirect effects of the COVID-19 pandemic on maternal and child mortality in low-income and middle-income countries: a modelling study. *Lancet* 2020. Published online: [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(20\)30229-1](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30229-1)

3. Économique

Les perturbations économiques associées à la pandémie et les mesures d'atténuation connexes ont exacerbé les disparités de richesse préexistantes sur le continent. Les travailleurs journaliers et les personnes travaillant dans l'économie informelle n'ont pas d'emploi qui leur permette de travailler à domicile ou de rester sans revenu pendant de longues périodes.

Une prévision prudente du Fonds Monétaire International⁴ prévoit une augmentation de l'extrême pauvreté cette année de 84 à 132 millions de personnes, dont 40 à 50 % en Afrique. Le choix entre la protection des moyens de subsistance et la protection de la vie est faux pour les personnes vivant au niveau de pauvreté ; la perte de revenus elle-même entraînera une augmentation de la mortalité due à la détérioration de l'état nutritionnel et à un accès réduit aux soins et aux autres nécessités. L'impact économique mondial sera probablement de longue durée.



Assouplissement des restrictions

Compte tenu des risques liés aux mesures restrictives durables, de nombreux pays étudient comment les alléger tout en maintenant une réponse durable et en contrôlant la transmission de la COVID-19. Avant d'assouplir les restrictions, il convient de procéder à une évaluation des risques afin d'examiner les effets probables de la levée des mesures de protection sanitaire sur la transmission et la lutte contre les épidémies, ainsi que les moyens de les atténuer. Les évaluations des risques doivent en particulier mettre en balance les conséquences sanitaires, sociales et économiques négatives du maintien des mesures, qui peuvent être considérables, avec le risque associé à l'augmentation du nombre de cas de la COVID-19.

⁴ IMF online blog: https://public.tableau.com/profile/laborde6680#!/vizhome/IFPRI_Blog_Coronavirus_LMV_032020/MainStory

L'évaluation des risques

Une approche par étapes sera nécessaire pour ne pas déclencher une résurgence ingérable des cas de la COVID-19 et compromettre davantage la santé de la population. La première étape sera axée sur la reprise des services les plus critiques pour la santé et la société, qui peut être réalisée grâce à la mise en place de politiques visant à minimiser le risque de transmission. Le retour en arrière commencera par les restrictions qui ont les conséquences négatives les plus graves sur la santé et la société. En attendant que des interventions pharmaceutiques efficaces (par exemple, des thérapies et des vaccins) soient disponibles, les pays devront peut-être continuer à assouplir ou à rétablir les mesures tout au long de la pandémie.

Même une réduction progressive des MSSP pourrait bien entraîner une augmentation des nouveaux cas de la COVID-19. L'essentiel est d'être vigilant et prêt à réagir si les cas atteignent des niveaux impossibles à gérer pour les services de santé. La plupart des experts prévoient des vagues de transmission de la COVID-19, les décideurs politiques devront donc faire preuve de souplesse pour adapter les MSSP. Une surveillance constante et une volonté d'ajuster et de réintroduire de nouvelles mesures seront nécessaires.

Ce qui devrait être en place

Une capacité de tests généralisés et la capacité de détecter rapidement une recrudescence de cas, d'identifier, d'isoler et de soigner les personnes infectées et de retrouver les contacts doit être mise en place avant tout assouplissement des restrictions. Un système de santé capable d'absorber une charge de patient supplémentaire est également important.

Le partenariat du Centre Africain de Contrôle et de Prévention des Maladies (CACM) pour accélérer l'initiative de test COVID-19 (PATC)⁵ vise à accroître les efforts de dépistage, de dépistage et d'isolement / traitement des cas continentaux pour réduire la transmission de la

⁵ Africa CDC – PACT Initiative

COVID-19 en Afrique. Cette initiative devrait être mise à profit par les États membres pour garantir que ces capacités sont en place avant la levée des MSSP.

Questions à considérer avant d'assouplir les restrictions

L'OMS conseille de poser 3 questions principales avant de commencer à envisager un assouplissement des restrictions ⁶:

1. L'épidémie est-elle maîtrisée ?
2. Le système de santé est-il capable de faire face à une **recrudescence** de cas de la COVID-19 pouvant survenir après l'adaptation de certaines mesures ?
3. Le système de surveillance de la santé publique est-il en mesure de détecter et de gérer les cas et leurs contacts et d'identifier une **recrudescence** de cas?

Il comprend également 6 conditions de déplacement pour alléger les restrictions. Les pays doivent s'assurer que:

1. Les preuves montrent que la transmission de la COVID-19 est contrôlée.
2. Le personnel de santé publique et les capacités du système de santé sont en place pour identifier, isoler, tester, rechercher les contacts et les mettre en quarantaine [et les systèmes en place peuvent fournir des données supplémentaires pour surveiller la transmission de la COVID-19 et détecter les épidémies].
3. Les risques d'épidémies sont réduits au minimum dans les milieux à forte vulnérabilité, en particulier dans les foyers pour personnes âgées, les établissements de santé mentale et les lieux de résidence surpeuplés.
4. Des mesures de prévention sur le lieu de travail sont établies, notamment l'éloignement physique, les installations de lavage des mains et l'étiquette respiratoire.

⁶ <https://www.who.int/publications-detail/considerations-in-adjusting-public-health-and-social-measures-in-the-context-of-covid-19-interim-guidance>

5. Les risques d'importation peuvent être gérés.
6. Les communautés ont une voix et sont conscientes, engagées et participent à la transition.

Les États membres de l'UA devraient examiner les questions et conditions ci-dessus et veiller à ce que des systèmes appropriés soient en place pour gérer une augmentation potentielle des cas avant d'envisager un assouplissement.

L'OMS a également publié des critères regroupés en trois domaines pour évaluer les trois questions. Toutefois, bon nombre de ces critères quantitatifs sont plus appropriés pour **les pays qui connaissent actuellement une diminution de la transmission due à des MSSP après une augmentation exponentielle initiale du nombre de cas**, et peuvent donc ne pas être applicables à la situation épidémiologique dans de nombreux États membres de l'UA ou être réalisables par ceux-ci. Le strict respect de ces critères peut également ne pas tenir compte des facteurs contextuels. Différentes pressions économiques et sociales peuvent affecter la durabilité et l'adhésion aux MSSP et modifier l'équilibre risque / bénéfice.

Si les États membres estiment que leurs systèmes de données peuvent permettre une évaluation significative des critères quantitatifs, les critères de l'OMS peuvent être utilisés.⁷

⁷ Critères de santé publique pour ajuster les mesures de santé publique et sociales dans le contexte de COVID-19, OMS <https://www.who.int/publications-detail/public-health-criteria-to-adjust-public-health-and-social-measures-in-the-context-of-covid-19>



ÉTAPES POUR ASSURER LE VERROUILLAGE

La levée des MSSP devrait commencer par supprimer les mesures qui ont le plus grand impact local d'abord, puis étendre progressivement ce retrait à des zones géographiques plus larges, en tenant compte de l'épidémiologie et des priorités nationales. Cela permettra des actions sur mesure et un redéploiement rapide des mesures si le nombre de nouveaux cas commence à submerger les systèmes locaux. **Au minimum, deux semaines devraient être laissées après la levée de toute mesure de verrouillage pour évaluer l'effet sur la transmission, avant de procéder à la suppression de nouvelles mesures.**

L'assouplissement des restrictions doit être adapté aux contextes physiques, sociaux, culturels, politiques et économiques, ainsi qu'aux groupes et lieux de travail spécifiques où des solutions peuvent être créées et proportionnées au risque. Si l'éloignement physique ne peut pas être atteint dans une situation ou un lieu, l'assouplissement des restrictions doit être reconsidéré.

Un groupe de travail national multisectoriel COVID-19 devrait élaborer un plan détaillé pour faciliter les MSSP sur la base des mesures qui ont le plus d'impact sur les conditions épidémiologiques, économiques et sociales et les priorités nationales. Il devrait déterminer le rythme auquel le changement devrait être mis en œuvre. Certains pays l'ont fait en développant un système d'alerte détaillé.⁸ Les étapes ci-dessous fournissent un cadre pour faciliter les MSSP en tenant compte de la priorité de l'activité et de la capacité à la sécuriser.

⁸ Résolvez pour sauver des vies: Restez vigilant: Naviguer le risque lié au COVID-19 vers une nouvelle normalité, mai 2020. <https://preventepidemics.org/covid19/resources/levels/>

Étape

1

Au cours de cette étape, il y a un assouplissement progressif des MSSP en fonction des plus grandes priorités et du rétablissement ou du maintien des services essentiels tout en minimiser le risque de transmission. Les priorités auront été déterminées par le groupe de travail national COVID-19, ainsi que le calendrier de l'assouplissement.

Étape

2

Cette étape serait envisagée si les trois critères de l'OMS pour les mesures d'assouplissement n'ont pas été affectés négativement au cours de l'étape 1. Elle vise à assouplir davantage les restrictions qui ont le plus d'impact, tout en garantissant le maintien des conditions de l'encadré 1.

Étape

3

Si les mesures de l'étape 2 n'entraînent aucune augmentation ingérable des cas, alors de nouvelles mesures visant à rétablir les activités normales pourraient être introduites tout en veillant à ce que des mesures restent en place pour minimiser la transmission et protéger les plus vulnérables (encadré 1).

Encadré 1 : pendant TOUTES les étapes :

- Rester concentré sur la protection des personnes les plus vulnérables aux maladies graves**
- Les cas suspects doivent être rapidement détectés et testés**
- Les cas doivent être rapidement isolés pour réduire l'exposition**
- La distanciation physique, les mesures d'hygiène des mains et des voies respiratoires doivent être maintenues**
- Travailler à domicile devrait continuer autant que possible**
- Des masques non médicaux doivent être portés lorsque la distance physique ne peut être maintenue**
- Un traitement adéquat doit être disponible pour minimiser les décès**
- Il faut assurer une communication transparente, claire et rapide avec les citoyens, y compris la correction des informations erronées**

Tableau 1. Étapes pour faciliter le verrouillage par secteur

Étape	Économique	Voyage	Communauté	Santé et services sociaux
1	<ul style="list-style-type: none"> • L'activité économique devrait être progressive en commençant par les secteurs essentiels et en permettant aux autorités et aux entreprises de garantir de manière adéquate l'application de la distance physique. • Seuls les commerces de détail essentiels peuvent s'ouvrir : pas les marchés publics. 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les mesures d'atténuation sont examinées quant à leur efficacité et ajustées en conséquence en fonction de l'expansion de la pandémie. • Une approche progressive de l'ouverture des frontières intérieures et/ou extérieures pour permettre la circulation des travailleurs et des biens essentiels, basée sur le contrôle de la transmission dans les régions ou pays voisins. • Les déplacements personnels ne doivent être autorisés que pour des raisons essentielles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les rassemblements sociaux doivent être limités à 10 au maximum, y compris les occasions familiales spécifiques et les funérailles. • Limitez la durée, la proximité et le nombre de contacts au minimum. • Les écoles, les collèges et les universités devraient rester fermés, l'enseignement en ligne étant encouragé lorsque cela est possible. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les services de santé essentiels non liés à la COVID-19 doivent être rétablis/maintenus, y compris les soins prénatals, la vaccination, les programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose et le paludisme. • Les services communautaires (par exemple, la fourniture de denrées alimentaires, les soins aux groupes vulnérables) devraient être maintenus.
2	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion dans les secteurs d'activité prioritaires déterminés au niveau national. • Les points de vente au détail des produits de base, y compris les marchés publics, peuvent s'ouvrir dans le cadre d'une stricte distanciation physique, mais les mesures de contrôle de la surpopulation doivent être mises en place, et il faut envisager de déplacer les marchés vers des lieux à ciel ouvert 	<ul style="list-style-type: none"> • Les frontières internationales sont progressivement réouvertes au commerce et aux voyages, avec la mise en place de mesures des MSSP visant à limiter l'importation éventuelle de cas en provenance de zones voisines (par exemple, contrôle à l'entrée, quarantaine à l'entrée). • Les voyages non essentiel ou personnel autorisé sur le territoire national. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les grands rassemblements sociaux sont autorisés (jusqu'à 50) dans la localité, y compris les réunions de famille et les funérailles. • Les lieux plus importants (par exemple, les lieux de culte, les restaurants, les cinémas, les salles de sport) peuvent fonctionner en respectant les mesures d'éloignement physique nécessaires. Les bars doivent rester fermés. • Les années prioritaires définies au niveau national des écoles/collèges peuvent reprendre les cours (par exemple, les années d'examen) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les services de santé non COVID-19 se sont étendus aux services non urgents tels que les chirurgies électives. • D'autres services communautaires ont été progressivement rétablis, mais les activités de renforcement communautaire, telles que les programmes et les engagements sportifs, devraient être limitées (par exemple, pas de spectateurs) et garantir l'application de mesures de distanciation physique.
3	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les secteurs commerciaux et d'affaires sont pleinement opérationnels. • Tous les points de vente au détail sont ouverts. 	<ul style="list-style-type: none"> • Libre-échange et voyages. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune limite sur les rassemblements sociaux. • De plus grandes salles, y compris des bars ouverts. • Rassemblements de masse autorisés. • Toutes les écoles, collèges et universités sont ouvertes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les services de santé normaux ont repris – avec un rattrapage si nécessaire. • Reprise des services communautaires de routine

SURVEILLER LES EFFETS DE L'ASSOUPLISSMENT

Il est important de surveiller en permanence l'impact de la levée de chaque restriction, en laissant un intervalle de 2 à 4 semaines entre chaque étape pour pouvoir observer les effets éventuels sur la transmission ou sur le système de soins de santé. Toute évaluation des risques doit être mise à jour avant de poursuivre.

Le suivi des effets et les décisions de rétablissement des MSSP doivent tenir compte des trois mêmes questions clés (ci-dessus) : (1) l'épidémie est-elle contrôlée ; (2) le système de soins de santé peut-il y faire face ; et (3) le système de surveillance de la santé publique est-il capable de détecter et de gérer les cas ?⁹

La surveillance doit tenir compte à la fois de la situation générale et des effets sur les groupes vulnérables, et prendre en considération l'acceptabilité par le public et le respect des précautions¹⁰.

CHANGEMENTS COMPORTEMENTAUX À PLUS LONG TERME

Le virus est susceptible d'être en circulation pendant longtemps.

À long terme, il convient de conserver autant que possible les MSSP individuels, les activités de communication des risques et d'engagement communautaire étant axées sur des mesures préventives telles que l'utilisation de salutations sans contact, l'hygiène des mains et des voies respiratoires, le maintien d'une distance d'au moins un mètre par rapport à celles des différents foyers et le fait de rester chez soi lorsqu'on est malade. Un élément essentiel de l'engagement communautaire pour ces activités consistera pour les États membres à fournir un soutien et des matériels appropriés aux membres de la communauté pour maintenir ces comportements, par la fourniture de matériels d'hygiène, l'amélioration des infrastructures WASH si nécessaire, et par le renforcement des capacités des services de santé pour soutenir les comportements appropriés de recherche de soins de santé. Le

⁹ Critères de santé publique pour ajuster les mesures de santé publique et sociales dans le contexte de la COVID-19, OMS <https://www.who.int/publications-detail/public-health-criteria-to-adjust-public-health-and-social-measures-in-the-context-of-covid-19>

¹⁰ PERC <https://preventepidemics.org/covid19/perc/>

soutien de ces comportements aura des avantages à long terme pour la prévention des maladies en général, et pas seulement pour la COVID-19.

Les États membres de l'UA qui cherchent à assouplir les MSSP afin d'atténuer le préjudice que ces mesures peuvent causer aux communautés, aux services de santé et à la vie économique peuvent utiliser ce document pour les aider à orienter le processus. Quelle que soit l'approche adoptée, il est probable que de **nouveaux cas surviennent** lorsque les mesures sont levées au sein des États membres – le point important est de **s'assurer** que **des systèmes appropriés sont en place pour gérer** toute augmentation.

RESSOURCES

Résolvez pour sauver des vies: Restez vigilant: naviguer dans les risques liés à la COVID-19 vers une nouvelle norme, mai 2020. <https://preventepidemics.org/covid19/resources/levels/>

UNECA: COVID-19: Stratégies de sortie du verrouillage pour l'Afrique: <https://www.uneca.org/publications/covid-19-lockdown-exit-strategies-africa>

OMS: Critères de santé publique pour ajuster les mesures de santé publique et sociales dans le contexte de COVID-19. <https://www.who.int/publications-detail/public-health-criteria-to-adjust-public-health-and-social-measures-in-the-context-of-covid-19>



